

ENTRE L'ÉCOLE DES MARCHANDS ET L'ÉCOLE DES PEDAGOGUES : QUELLE ÉCOLE VOULONS-NOUS ?

Pour peu qu'ils soient attentifs à la politique éducative, les Français doivent commencer à perdre totalement leurs repères. Chaque matin, en effet, ils se lèvent avec une école différente de celle avec laquelle ils s'étaient couchés.

Après les coups médiatiques sur Guy Môquet, la Shoah et l'esclavage, ils se demandent ce que le président de la République va bien pouvoir inventer : une journée Clovis dans les maternelles, la lecture obligatoire des attendus du procès de Louis XVI à l'entrée au collège, la récitation du discours de Lamartine sur le drapeau français en seconde, un hommage obligatoire à Louis Papin dans tous les lycées professionnels ? Rien de cela, d'ailleurs, ne serait totalement absurde ! Mais cette juxtaposition n'aurait d'autre sens que de faire croire à la possibilité d'une éducation réduite à des commémorations. Comme si l'inscription dans une histoire et l'enracinement dans une tradition porteuse d'avenir pouvaient se réduire à des injonctions ! Il faut un vrai travail pédagogique en profondeur qui ressaisisse tout cela, fasse émerger les valeurs fondatrices et les relie avec ce qui se vit dans la classe. Il faut des professeurs qui puissent incarner, dans les exigences quotidiennes de l'École, un rapport exigeant à la justice, à la vérité, à la résistance aux préjugés. Il faut des adultes qui tiennent parole dans des établissements à taille humaine, avec des institutions lisibles et équitables : loin des coagulations d'élèves indifférenciés qui errent dans des couloirs anonymes, voient fondre sur eux des orientations trop prévisibles et ne rencontrent que des interlocuteurs si occupés à remplir des enquêtes administratives qu'ils n'ont plus de temps pour les écouter...

Mais, nous dit-on, on y travaille. Et, effectivement, la réformite est à l'œuvre. Après la suppression progressive de la carte scolaire, après l'amputation de deux heures de la semaine scolaire et « le recentrage sur les fondamentaux » à l'école primaire, après la publication annoncée des résultats des évaluations des écoles sur Internet dès la prochaine rentrée, après l'annonce de la mise en place d'un « lycée à la carte » et de la suppression de l'année de formation professionnelle des enseignants, après la création d'une agence de remplacement des enseignants faisant appel à des personnels non fonctionnaires, on se demande bien ce que le ministre va encore inventer ! Mais rassurons-nous, le collège qui, nous dit-on au ministère, va très bien, ne risque pas d'être touché : la gare de triage continuera à fonctionner avec la même efficacité ! Un bon tiers des élèves continuera à s'y perdre dans les dix-huit premiers mois, incapables de s'y repérer, d'organiser leur travail, de préparer leur avenir...

« Maintenir le cap des réformes » fonctionne ainsi aujourd'hui comme une formule magique, permettant de donner aux Français le sentiment qu'on s'occupe de leur École. Certes, on s'en occupe, et de manière systématique. Mais comment ? En inscrivant cette École dans la logique marchande dont il faut tenter de comprendre le fonctionnement.

Le principe : on améliore la qualité de l'éducation en mettant en concurrence les acteurs – professeurs et cadres éducatifs –, les établissements – du premier et du second degré, au sein de l'enseignement public comme entre l'enseignement public et l'enseignement privé – et les institutions – l'Éducation nationale, les collectivités territoriales, les associations.

La conséquence : l'État n'a pas à garantir la qualité du service public, mais doit se contenter de faire jouer les rivalités. Ce qu'on nous présente ici comme le fin de la modernité n'est, en réalité, que le ripolinage de la vieille formule de Mandeville (1670-1733) dans la *Fable des abeilles* : « Les vices privés font les vertus publiques ».

La méthode : pour accorder le vieux libéralisme à la montée des individualismes, le pouvoir politique doit développer une technocratie évaluative. Il faut fixer des standards, multiplier les tests de toutes sortes, rendre publics les résultats et laisser les parents – dont on fait ainsi des « consommateurs d'école » – développer leurs stratégies personnelles afin de trouver les meilleurs établissements pour leurs enfants.

Le point d'appui : quand les parents ne sont pas contents de ce qu'ils vivent dans une école, de la manière dont ils sont écoutés et pris au sérieux, de l'encadrement et de l'accompagnement de leurs enfants, au lieu de s'impliquer et de militer pour améliorer la situation, ils sont simplement invités à changer d'établissement.

Le gain : plus besoin d'investir dans notre École, ni même d'en former les enseignants car le marché stimule les initiatives et permet d'optimiser le rapport qualité / prix. Plus besoin, non plus, de financer des aides et des dispositifs spécifiques pour permettre aux acteurs de faire face aux difficultés qu'ils rencontrent : on se recentre sur « le cœur du système » – les classes et les cours « normaux » – et l'on réduit drastiquement tout le reste.

L'implicite : il y aura des gagnants et des perdants, tant du côté des familles que du côté des élèves et des enseignants. Mais, après tout, il en a toujours été ainsi. Et, de plus, l'État, dans sa volonté de soutenir les efforts méritoires, organise la concurrence entre les exclus afin de désigner ceux et celles qui pourront échapper aux ghettos dont ils sont originaires.

La justification : il faut bien que la réussite se mérite d'une manière ou d'une autre. Une École où tout le monde réussirait et serait capable d'accéder aux fondamentaux de la citoyenneté se discréditerait vite aux yeux de ceux – majoritaires, dit-on – qui sont persuadés que le petit nombre des élus garantit la béatitude au paradis. Le « socle commun » ne garantit qu'une insertion *a minima* ; en le distinguant des objectifs de la scolarité obligatoire, on a institué l'école à deux vitesses dès le plus jeune âge.

La pédagogie : on n'en a pas besoin, car ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas apprendre, c'est leur problème. Ainsi le « pédagogisme » est-il stigmatisé pour son obstination à poser des questions impertinentes. En affirmant qu'il ne suffit pas d'enseigner pour que les élèves apprennent, il fait entrer en compte des variables ni quantifiables ni mesurables : le sujet et son désir, la capacité de l'École à instituer le premier et à susciter le second.

Le corollaire : face aux rancœurs de ceux qui se sentent abusés ou humiliés, il faut développer un discours autoritariste qui les assigne à une sage résignation. En

effet, le discours sur l'égalité des chances a engendré des espérances très largement déçues. Les élèves en échec, de victimes, se retrouvent coupables et, incapables de métaboliser leur exclusion en militantisme social, syndical ou politique, s'expriment par la violence ou les replis identitaires qu'il faut réprimer.

L'avenir : il se conçoit à partir de la vision libérale de la dette, sans aucune considération pour les coûts sociaux à moyen et à long terme de l'échec scolaire. La notion d'investissement est rabattue sur une vision productiviste à court terme. On fait la même erreur que celle qui, en matière d'écologie et d'environnement durable, compromet l'existence de notre planète. Mais, ici, il ne s'agit plus de se demander quel monde nous laisserons à nos enfants – ce que, malheureusement, nous savons –, mais quels enfants nous laisserons au monde – ce qui reste notre dernière responsabilité.

La prévention : dans la conception du libéralisme technocratique et autoritaire, c'est une illusion soixante-huitarde car, par définition, on ne peut pas en mesurer les effets immédiats. Puisque prévenir, c'est empêcher des choses d'avoir lieu, on ne trouve jamais de « raison objective » capable d'en justifier la dépense. La prévention, en effet, ne peut relever que d'un choix politique volontariste, d'un pari sur le futur irréductible à toutes les arguties comptables.

Face à cette logique d'une extrême cohérence, il convient, plus que jamais de travailler à une alternative crédible. Il nous faut une École où l'État garantisse que les missions de service public de tous les établissements sont bien assurées. Une École qui associe véritablement les professeurs et les familles à la définition de l'intérêt collectif. Une École qui promeuve l'inventivité pédagogique au service de tous les élèves. Une École qui promette à ceux qui s'y investissent, quelles que soient leurs origines, des satisfactions intellectuelles de haut niveau. Une École ambitieuse. Une École pour la République et la démocratie.

Philippe Meirieu